

INSTRAW

nouvelles

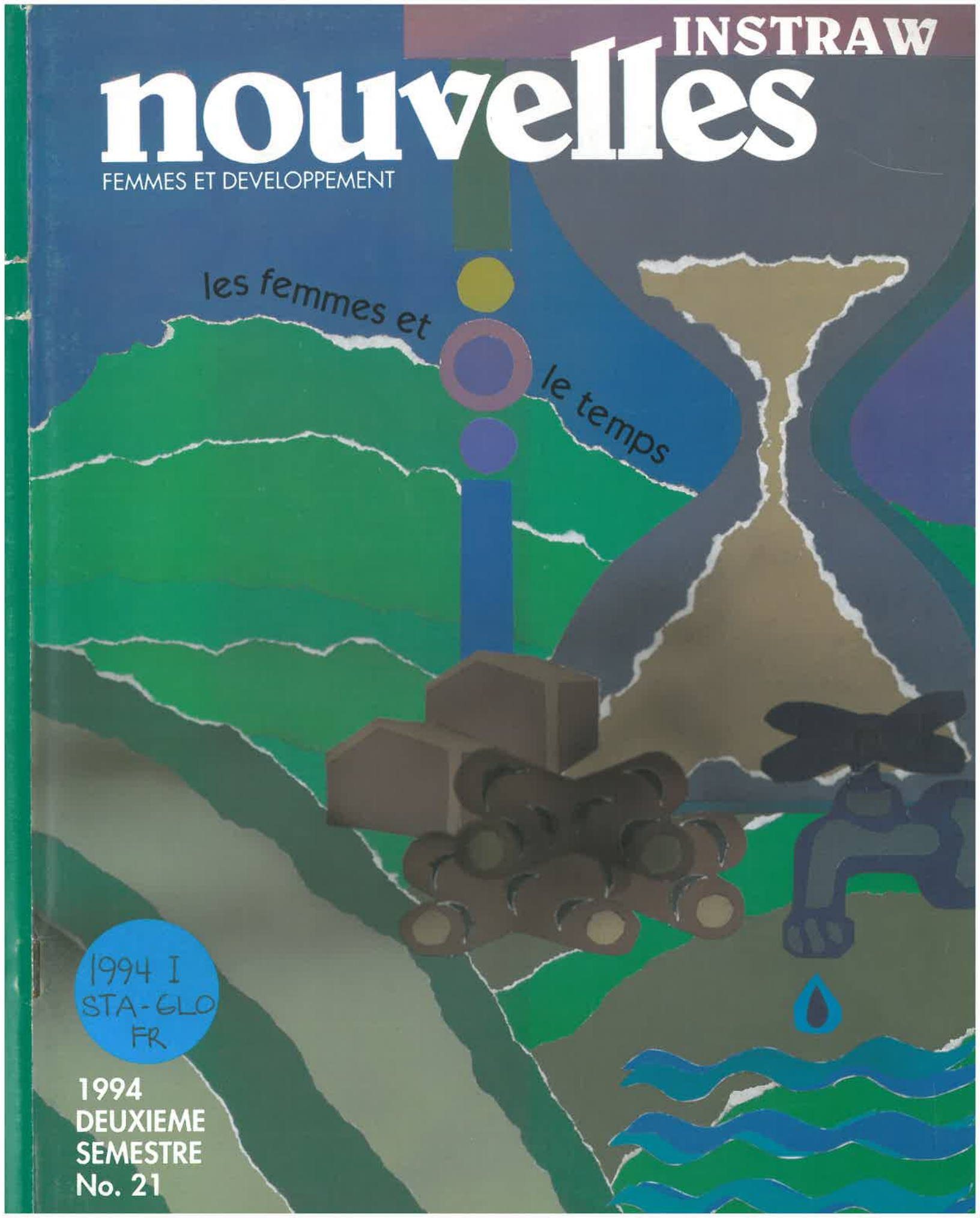
FEMMES ET DEVELOPPEMENT

les femmes et

le temps

1994 I
STA-GLO
FR

1994
DEUXIEME
SEMESTRE
No. 21



Sommaire

Editorial

Le temps des femmes et la création de nouvelles valeurs

1

Le temps, un outil

pour combler la brèche du genre dans les statistiques

3

Dernières nouvelles

16

Le défi de la gestion de l'eau par les femmes

17

Nous avons lu

Prochaines publications de l'INSTRAW 1995

22

Rédaction :

*Mary Paul Aristy/Nina Miness
Corazon Narvaez/Julia Tavares*

Editrice :

Ellie King

Production et distribution:

Magda Canals

Traduction :

Agnès Boonefaes

Couverture dessins :

Lourdes Saleme

Composition et mise en page :

Ninón León de Saleme

Le temps des femmes et la création de nouvelles valeurs

Cela fait des décennies déjà que nous nous sommes habitués à ces images : des femmes et des fillettes marchant péniblement sur des routes de campagne, ployant sous leurs lourdes charges d'eau ou de bois de chauffage, recueillant de la bouse, faisant la lessive dans des rivières où jouent leurs enfants et s'abreuvent les animaux, pompant l'eau d'un puits communautaire, broyant du grain pour nourrir leur famille. Le message que nous transmettent ces images est clair : ces femmes sont très pauvres, surchargées de travail et, en général, ne reçoivent aucun paiement.

Sur les photos ces femmes sont bien visibles ; pourtant, les décideurs, les économistes des gouvernements et les planificateurs du développement ne semblent pas les voir. Lorsque les femmes ne sont pas intégrées à la population active ou ne vendent pas ce qu'elles produisent à la maison, on les considère comme improductives. On les oublie dans les statistiques nationales. Le fait que les familles (et la société en général) dépendent des femmes pour pourvoir à leurs besoins essentiels en alimentation, eau et soins de santé —en fait, pour pouvoir survivre— ne semble revêtir aucune importance.

Cette contradiction est d'autant plus incompréhensible que les planificateurs du développement reconnaissent en général que les femmes sont les principales utilisatrices et gestionnaires des ressources naturelles du monde, en particulier l'eau et l'énergie. Cependant, en même temps, ils s'avèrent incapables ou peu disposés à reconnaître, à prouver ou à chiffrer l'impact des femmes sur l'économie ou sur l'environnement. Tant que cet impact ne sera pas défini clairement, le but établi à la première Conférence internationale des femmes en 1975 —la participation des femmes comme partenaires égales au développement— ne sera accepté ni réalisé pleinement.

Dans ce numéro d'INSTRAW Nouvelles, nous nous réjouissons de pouvoir annoncer un progrès décisif dans nos efforts pour surmonter les barrières statistiques. L'INSTRAW est parvenu à adapter une méthode statistique généralement acceptée —la collecte de données sur l'emploi du temps— pour calculer la valeur du travail non rétribué des femmes.

Les planificateurs des politiques aux niveaux national et international reconnaissent maintenant que le manque de statistiques par genres n'a pas seulement déformé les chiffres du produit interne brut (PIB) des pays, mais a également

empêché la mise en oeuvre de programmes efficaces dans les domaines des transports, de l'irrigation et de l'approvisionnement en eau dans les zones urbaines et rurales. Si l'on analyse de façon séparée le temps consacré par les hommes, les femmes et les enfants à toutes leurs tâches quotidiennes, y compris celles considérées traditionnellement comme improductives (p.ex. l'éducation des enfants, l'approvisionnement en eau, la préparation des repas, les cultures vivrières à l'usage de la famille, etc.), l'analyse économique et le concept de productivité nationale acquièrent une nouvelle dimension cruciale et beaucoup plus réaliste.

Une deuxième section de ce numéro traite d'un aspect particulier de cette même question : la gestion des ressources hydriques par les femmes et l'importance de la participation de celles-ci à la planification nationale et internationale aux niveaux les plus élevés. Les travaux de deux séminaires de formation organisés récemment par l'INSTRAW en Amérique latine révèlent, une fois de plus, les connaissances et les compétences que les femmes peuvent apporter à toutes les étapes du processus de prise des décisions, ainsi que leur importance vitale dans la réussite de toutes sortes de projets d'approvisionnement en eau. Le manque d'accès à l'éducation moderne et à la formation aux compétences appropriées constitue encore le principal obstacle à la pleine participation des femmes à la planification du développement.

Le besoin de statistiques par genres a constitué un thème commun aux deux réunions, notamment la nécessité de données plus nombreuses sur la portée et l'impact de la gestion, la mise en valeur et l'utilisation de l'eau par les femmes. A cet égard, il est significatif que tous les débats postérieurs à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de Rio, en 1992, reflètent un changement intervenu dans le concept de l'eau en tant que ressource. L'eau n'est plus vue comme une ample réserve dont tous peuvent disposer librement, mais comme un bien économique rare et précieux qui doit être conservé, évalué et distribué en fonction de la demande de ses usagers, y compris les femmes.

Pour l'INSTRAW, l'ironie de cette situation est évidente : si l'eau n'est plus gratuite, le temps des femmes ne devrait plus l'être non plus. Ceci devrait constituer un point de départ pour la quatrième Conférence mondiale des femmes de Beijing l'année prochaine.

Le temps

un outil

pour combler la brèche du genre dans les statistiques



Il est dit que le travail des femmes n'en finit jamais. Mais, que vaut ce travail ? La statistique reste muette pour répondre à cette question. Tout au plus, la réponse n'est qu'esquissée, supposée, jamais confirmée. Alors que notre époque se voit inondée de faits et de chiffres produits par les ordinateurs, on ne dispose que de rares données, surtout dans les pays en développement, sur l'ampleur et la valeur de ce que font les femmes. Elles sont pratiquement invisibles dans les profils statistiques de nombreux pays. Leur contribution économique, en particulier lorsque les femmes se trouvent en-dehors de la main-d'oeuvre traditionnelle, n'est pas prise en ligne de compte ou, dans le meilleur des cas, elle est sous-estimée, non seulement par les hommes et les gouvernements, mais par les femmes elles-mêmes. Quand on lui demande ce qu'elle fait, même la femme la plus

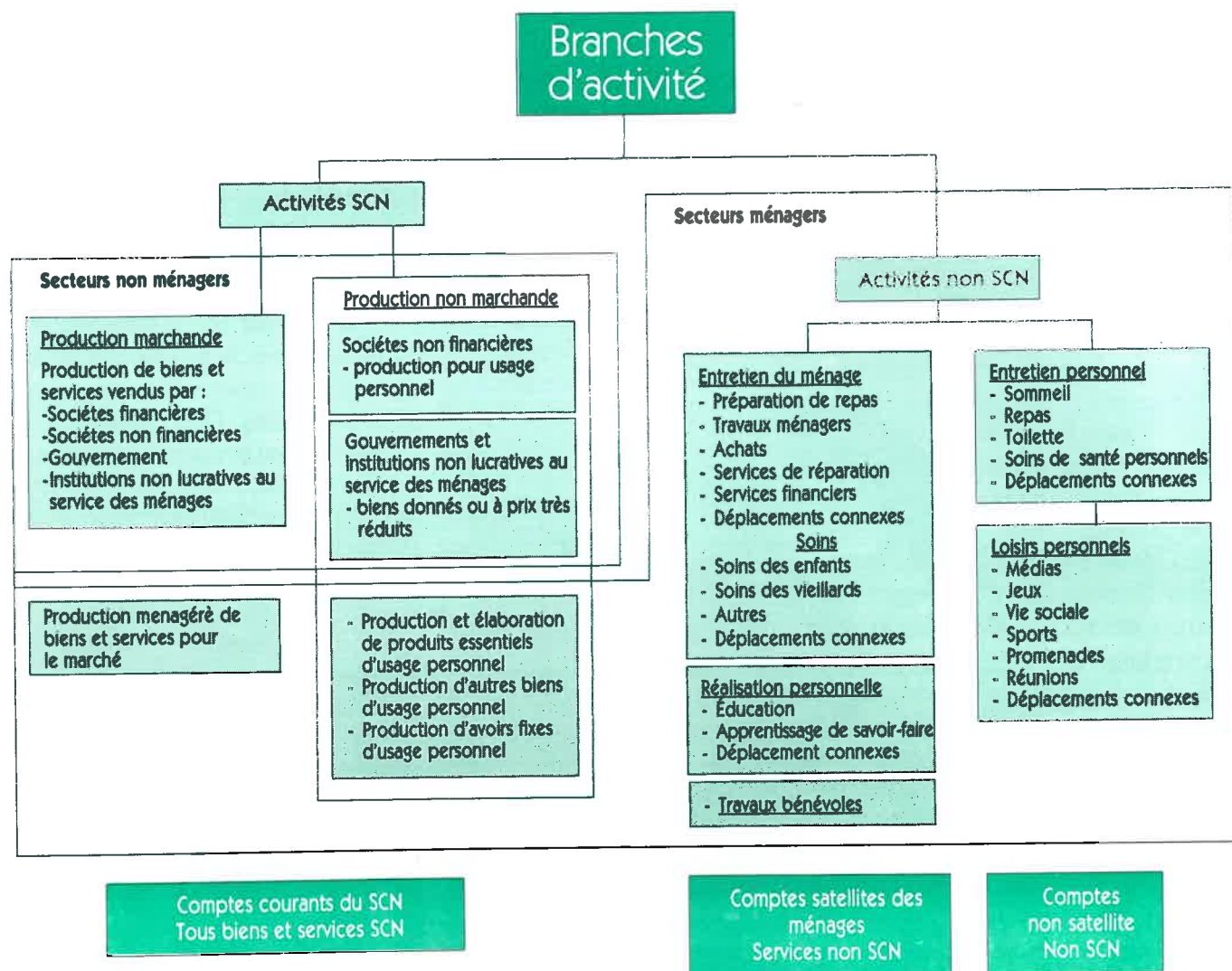
intelligente et cultivée qui reste à la maison pour s'occuper de ses enfants — lourde tâche s'il en est — répondra probablement : "Oh, rien, je ne suis qu'une ménagère."

Il est clair que la production ménagère et la production non rétribuée doivent être mesurées et valorisées. Ceci fut déjà reconnu en principe il y a près de deux décennies, en 1975, lors de la première Conférence internationale des femmes à Mexico. Dix ans plus tard, en 1985, à la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Nairobi, les Stratégies prospectives d'action adoptées par plus de 150 pays demandaient spécifiquement l'inclusion du travail non rétribué des femmes dans les statistiques et les comptes nationaux.

L'INSTRAW, dans le cadre d'un projet de deux ans entrepris en collaboration étroite avec la Division de statistique des Nations Unies (UNSTAT) et

INSTRAW, Projet concernant l'Indicateur de l'emploi du temps et du travail non rémunéré

Classification fondée sur le SCN



plusieurs institutions spécialisées, a modifié un outil statistique courant, l'emploi du temps, pour collecter différents types nouveaux de données jamais recueillies auparavant. Ce cadre méthodologique amélioré calcule le volume et la valeur des contributions économiques non rétribuées et généralement invisibles des femmes. L'étude de l'INSTRAW, intitulée *Mesure et évaluation des contributions non rétribuées. Une comptabilité fondée sur l'emploi du temps*, fait le point des études actuelles sur l'emploi du temps des femmes et d'autres travaux consacrés aux activités non rétribuées des femmes. Cette étude présente également d'importantes recommandations pour préciser et améliorer la façon de classer ces activités, ainsi qu'une méthode souple de collecte de données facilement adaptable à une large gamme d'économies et de cultures différentes.

Le contexte du problème: des chiffres faussés

La formulation de politiques efficaces dépend de statistiques exactes et complètes. Si l'on ignore la quantité, la fréquence, le lieu et le pourquoi de certaines activités, il est impossible de savoir s'il faudrait les changer ou les améliorer, ou

comment réaliser ces changements. Ainsi, pour évaluer la situation de la santé publique, il n'est pas suffisant de dénombrer les médecins et les lits d'hôpital. Ces chiffres doivent également refléter les soins de santé fournis au foyer par les femmes aux malades, aux vieillards et aux jeunes.

Le système actuel de comptabilité nationale, utilisé pour déterminer le produit interne brut (PIB), est largement fondé sur les biens et services rétribués ou commercialisables et tend à exclure autant de choses qu'il n'en inclut. La préparation des repas familiaux par la femme n'est pas considérée comme une activité commercialisable et n'est donc pas incluse. Mais, si les femmes ne cuisinaient pas, un commerce prospère de repas préparés se développerait très rapidement. Preuve en est la croissance rapide de l'industrie de la transformation alimentaire dans les pays développés. Il est clair que la démarcation entre services commercialisables et non commercialisables est arbitraire, voire vague.

A une échelle plus large, en Afrique subsaharienne, il est estimé que les femmes sont responsables de la production de plus de 80% des aliments destinés à la consommation des familles et de plus de 50% de toute la production agricole.

Néanmoins, les chiffres du PIB pour l'Afrique, en général, ne tiennent compte que des produits agricoles acheminés vers les marchés ou exportés, c.à.d. les produits cultivés principalement par les hommes et qui tendent à accaparer l'assistance au développement. Par conséquent, ces chiffres faussés donnent lieu à des politiques tout aussi erronées. Il est donc urgent de réorienter l'assistance technique vers les femmes, sur la base de statistiques exactes et comparatives.

En 1993, le système de comptabilité nationale a été révisé pour la troisième fois afin d'y inclure tous les biens produits, destinés au marché ou non, ainsi que tous les services commercialisables. Ce système élargi a permis de mieux tenir compte des activités économiques non traditionnelles. Bien qu'il soit encore trop tôt pour mesurer l'importance de ce changement, il est clair que l'on ne tient toujours pas compte des services qui ne sont ni rétribués ni commercialisables, tels que la cuisine, le raccommodage, le nettoyage, le repassage, l'éducation des enfants, les courses — bref, le gros du travail des femmes qui n'en finit jamais.

L'obstacle principal au calcul de la valeur des activités non

rétribuées a été le manque d'une méthodologie appropriée, notamment le manque de données ventilées par genres qui permettraient de dépasser le parti pris masculin inhérent à l'actuel système de comptabilité nationale. Les travaux antérieurs de l'INSTRAW avec l'UNSTAT, avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) et avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont analysé les paramètres du secteur non structuré (p.ex. l'agriculture de subsistance, les marchands ambulants) et ont révélé un sérieux déficit en données relatives aux activités des femmes. Les statisticiens ont besoin d'une nouvelle génération d'outils pour recueillir de façon exacte les données économiques non classiques au moyen d'un système comparatif d'analyses et de présentations.

L'élaboration de nouvelles techniques

Diogène aurait dit que "le temps est la chose la plus précieuse qu'un homme puisse dépenser". S'il vivait aujourd'hui, toujours à la recherche de l'honnêteté, il inclurait certainement aussi les femmes. L'étude de l'INSTRAW montre que la seule

MARGARET SHIELDS
DIRECTRICE, JUILLET 1991 - MARS 1994

Nous communiquons ses réflexions sur l'INSTRAW et sur l'impact de l'étude de l'emploi du temps

Un des trésors les plus précieux que l'INSTRAW a pu constituer est un solide programme statistique qui forme la base d'une des lignes de travail de l'Institut. Tout en poursuivant ses programmes de formation dans le domaine des statistiques ventilées par genres et destinées à aider les pays à créer une base solide pour les politiques relatives aux femmes, l'Institut a également continué ses recherches dans d'autres directions. Ainsi, son projet le plus important a été l'élaboration et la mise à l'essai d'une méthodologie intégrée pour mesurer et évaluer le travail non rétribué. Cela fait de nombreuses années déjà que le besoin d'un tel projet a été exprimé. Il est maintenant mis en oeuvre en collaboration avec plusieurs autres institutions ; lorsqu'il sera terminé, il permettra de mieux comprendre les nombreux problèmes du développement auxquels doivent faire face les gouvernements. Et, surtout, il fournira des preuves concrètes du travail que réalisent les femmes et de la valeur de leur apport à la famille et aux économies nationales, ce qui en fera un instrument précieux pour une planification adéquate qui tienne compte de la réalité de la vie des femmes.

façon de mesurer et d'évaluer les activités non rétribuées quoique productives des femmes consiste à savoir à quoi elles emploient leur temps. Par conséquent, les études systématiques de l'emploi du temps constituent les seules

techniques statistiques valables pour fournir des estimations exactes des activités non rétribuées et non commercialisables, et pour dégager le caractère journalier, hebdomadaire, voire saisonnier, de ces activités, de même que

leur rapport avec d'autres activités orientées vers le marché.

Les études de l'emploi du temps, avec le récit détaillé des heures consacrées au travail, au jeu, aux repas ou à dormir, ont été largement utilisées dans les pays industrialisés, mais seulement dans quelques rares pays en développement. Les techniques appliquées le plus couramment, telles que la tenue d'un journal et les interrogatoires par un personnel spécialement formé à cette tâche, ne sont souvent pas adéquates pour les pays en développement, en particulier dans les campagnes éloignées où les taux d'alphabétisation sont faibles.

Mais, c'est précisément dans ces zones que le besoin de données de base est le plus pressant. Au Népal, par exemple, les inconvénients du système de comptabilité nationale, même amélioré, sont évidents : bien que plus de deux tiers du revenu des ménages est produit par des entreprises familiales, c.à.d. l'agriculture de subsistance, les chiffres pour 1993 omettent une grande partie du travail post-récolte et du traitement ultérieur des produits alimentaires, surtout réalisés par les femmes. Le PIB n'inclut que la production des industries familiales ou autres similaires. En outre, le système

élargi de comptabilité nationale exclut la production considérée insignifiante, un critère pour le moins ambigu. Au Népal, cela veut dire que le PIB omet de nombreuses petites cultures réalisées par les femmes pour la consommation familiale. En résumé, les statistiques du Népal ignorent l'essence même de l'économie de subsistance de ce pays.

Le défi consiste à saisir cette productivité qui n'est pas comptabilisée, de même que la contribution probablement encore plus importante des services domestiques, et à ventiler ces données par genres afin de refléter leur véritable impact sur le bien-être du foyer et de l'économie nationale en général. Les données fondamentales sur l'emploi du temps permettent de mieux comprendre les différents processus économiques et sociaux concernés. Cependant, le volume de ces chiffres exige qu'on les sépare des statistiques courantes afin de ne pas surcharger ou déformer encore davantage le système de comptabilité nationale. Le regroupement de ces nouvelles données en comptes satellites séparés du système de comptabilité nationale contribuera à prouver l'existence et à définir davantage les dimensions et la productivité de l'économie ménagère. Ceci

exige un format comparable à celui des autres statistiques du système de comptabilité nationale mais suffisamment souple pour inclure les grandes variations entre les régions géographiques, les économies nationales et les traditions sociales et culturelles. En conséquence, tout nouveau système impliquera également une redéfinition de la productivité, soit une reclassification et une recodification des activités, afin de pouvoir saisir ce qui était ignoré dans le passé.

Nous présentons ci-dessous quelques-uns des points marquants des recommandations de l'INSTRAW concernant la collecte de nouvelles données sur les femmes. Elles sont fondées sur des recherches et des études de l'emploi du temps réalisées dans plusieurs pays industrialisés (p.ex. le Canada, les Etats-Unis, la Finlande, la France) et dans quelques pays en développement, tels que le Népal, le Bangladesh, la Tanzanie, le Venezuela et la République dominicaine.

Création de catégories : les comptes satellites séparés du système de comptabilité nationale

Le premier pas dans toute analyse statistique consiste

à classer les éléments qui doivent être mesurés en un système facile à comprendre par ceux qui compilent ou utilisent les données. De même, un format commun devrait faciliter le travail comparatif aux échelons national et international. En d'autres termes, quelles que soient les différences entre les systèmes économiques et sociaux, les augmentations de la productivité ou les améliorations du niveau de vie doivent être mesurées sur une base commune, tout comme la richesse nationale est décrite en termes de dollars des Etats-Unis.

Dans le cas de la productivité des ménages, on n'a jamais reconnu les activités dont le caractère productif ne correspond pas à la conception traditionnelle, c.à.d. ce qui est commercialisable, même s'il ne s'agit pas de vente effective sur le marché. La distinction entre commercialisable et non commercialisable est souvent confuse. Par exemple, de grandes réparations effectuées dans une maison et dont le coût est suffisamment élevé pour être chiffré en termes de valeur, sont incluses dans le système élargi de comptabilité nationale. D'autre part, si les petites réparations courantes dans la plupart des foyers, telles que retouches de peinture, réparation d'appareils et autres,

relèvent du bricolage que l'on effectue soi-même, elles ne sont pas incluses dans le système, bien qu'elles prennent beaucoup de temps et d'énergie et permettent certainement d'épargner de l'argent. Pour saisir ce type d'activité ménagère, réalisée par des hommes ou des femmes, il faut une comptabilité exacte du temps consacré à ces réparations.

Afin d'inclure ces activités et autres facteurs non commercialisables, l'INSTRAW recommande un système séparé de catégories pour les services non rétribués, non incorporés au système de comptabilité nationale. Il s'agirait de toutes les activités profitant aux autres, telles que l'éducation des enfants, la cuisine, la gestion des finances familiales, etc. Les nouveaux comptes satellites incluraient également les activités de "développement personnel" comme l'éducation et la formation à des compétences possédant une valeur marchande intrinsèque, même si elles ne sont jamais mises à profit sur le marché. D'autres activités personnelles, telles que manger, dormir et se distraire, considérées comme improductives ou non commercialisables (vu qu'elles ne peuvent être réalisées par ou pour quelqu'un d'autre), seraient énumérées dans la classification

des activités proposée par l'INSTRAW. Elles sont classées comme activités d'entretien personnel (p.ex. se faire couper les cheveux, au lieu de coiffer quelqu'un d'autre) ou de consommation personnelle (p.ex. lire, regarder la télévision). Bien que ces activités personnelles seront exclues de la comptabilité de la productivité en tant que telle, le temps qui leur est consacré devra être mesuré comme un élément permettant d'évaluer la qualité de la vie.

Comprendre le temps : des significations relatives

Bien que l'emploi du temps se trouve évidemment au coeur même du nouveau système, il s'est avéré très difficile d'obtenir une perception valable et cohérente de ce qu'est réellement le temps. Dans chaque pays, l'emploi du temps varie énormément entre les zones rurales et urbaines et d'une catégorie socio-économique à l'autre. Dans les pays en développement, le taux d'alphabétisation constitue encore un facteur supplémentaire d'une importance capitale. En effet, dans les régions rurales isolées, où il y a une majorité d'analphabètes, le temps est généralement perçu comme un élément de la nature et non pas

comme une unité astronomique ou mathématique divisée en secondes, minutes, heures, jours et semaines. Dans beaucoup de ces endroits éloignés il existe très peu de montres, horloges ou radios. La tenue d'un journal pour écrire son emploi du temps devient inutile lorsque le temps est mesuré par le lever et le coucher du soleil, les saisons des cultures, etc. Demander à une femme de tenir un journal de toutes ses activités à un moment donné ou pendant une période déterminée, ou lui demander combien de temps elle a mis à réaliser une certaine tâche, ne pourra aboutir qu'à des inexactitudes ou de sérieuses distorsions.

Une autre technique d'emploi du temps courante, quoique tout aussi ou encore plus difficile à adapter à de nombreux domaines, consiste à demander aux membres de la famille d'évaluer subjectivement la façon dont ils distribuent leur temps. Par exemple : "Quelle a été votre activité la plus importante hier ?" L'expérience nous montre qu'avec cette méthode on oublie souvent le temps consacré à d'autres activités. Ainsi, les femmes passent une grande partie de leur temps à s'occuper physiquement de leurs jeunes enfants, à les nourrir et à les baigner, des activités dont elles se rappellent et qu'elles peuvent enregistrer facilement.

Cependant, elles oublient de mentionner le temps qu'elles consacrent à d'autres échanges avec leurs enfants, comme les embrasser, les gronder ou les surveiller, des activités qu'elles réalisent de façon habituelle ou même inconsciente, et qui ne durent qu'un instant, au maximum quelques minutes. Rares sont ceux qui mettraient en doute l'importance de ces actes dans le développement de la petite enfance. Il faut donc également reconnaître la valeur de la personne responsable de ces actes.

De même, il est possible que des informations erronées soient recueillies concernant le temps consacré à la collecte du bois de chauffage et à la préparation des repas. Pour estimer la valeur réelle de cette préparation, il faudrait réunir des données sur les coûts ou la valeur estimée des ingrédients, la façon dont les aliments sont cuisinés, les ustensiles ou appareils utilisés, la quantité de personnes concernées, etc. Cette technique peut aussi être appliquée à d'autres activités ménagères essentielles.

Cependant, même si ces journaux sont relativement complets, leur exactitude n'est pas garantie. Il faudrait les vérifier et compléter par l'observation directe des femmes et de leurs familles. Mais, ceci présente également

certains problèmes, en particulier le respect de la vie privée. On demande au statisticien de rendre compte des aspects les plus personnels de la vie quotidienne. En outre, la présence d'un étranger à la maison inhibe en général la spontanéité des personnes. Comme les familles désirent se montrer sous leur meilleur jour, les inexactitudes sont un danger inhérent à l'échantillonnage aléatoire et aux sondages.

Il y a encore d'autres difficultés. L'observation à la maison peut omettre d'importantes activités non rétribuées de membres de la famille qui se trouvent absents ou travaillent comme bénévoles dans la communauté. Etant donné que les observations se font généralement pendant la journée, il est possible d'exagérer l'importance du ménage et du jardinage, au détriment d'autres activités comme la chasse pour obtenir des aliments ou les visites rituelles, qui s'effectuent la nuit. Des interruptions pendant la journée, pour des funérailles par exemple, peuvent également reporter des tâches importantes jusqu'après le coucher du soleil, comme le travail à la pièce pour l'industrie artisanale locale.

Malgré ces problèmes, la collecte de données sur l'emploi du temps reste la seule méthode

valable pour rendre compte d'activités qui, par le passé, demeureraient cachées. Elle peut également constituer une alternative nécessaire au concept mathématique du temps, qui peut être étranger à la culture locale. La souplesse et un grand nombre d'essais seront indispensables pour que l'information soit suffisamment cohérente et fiable pour permettre une analyse comparative significative. Le pas suivant consistera à élaborer des directives méthodologiques générales, une combinaison de théorie statistique traditionnelle et d'observation sur le terrain.

Activités simultanées : une journée de 30 heures ?

Les activités ne sont pratiquement jamais réalisées de façon isolée ou en séquence stricte à l'exclusion de toute autre chose. Les

JOURNAL DE PRÉPARATION DES REPAS

Pendant les trois jours qui suivent, chaque fois que vous préparez un repas, ou préparez une boisson, veuillez fournir les renseignements suivants :

Heure du début _____

Heure de la fin _____

Activité :

- _____ petit déjeuner
- _____ déjeuner
- _____ dîner
- _____ goûter
- _____ boîte repas ___ repas à emmener ___ déjeuner
- _____ conserver, utilisation future
- _____ occasion spéciale (p. ex. jour férié)
- _____ destiné à d'autres
- _____ loisirs
- _____ autres (prière de spécifier) _____

Pour combien de personnes ? _____

Qu'avez-vous préparé ? _____

Quels étaient les principaux ingrédients ?

Quel est le coût estimé de ces ingrédients ? _____

Quel était la méthode de préparation ? _____

Quels ustensiles ont été utilisés ? _____

Commentaires _____

tâches et le temps qui leur est consacré tendent à se chevaucher. Ainsi, dans un bureau typique, par exemple, il se peut que l'on doive répondre à un appel téléphonique tout en prenant des notes sur une question complètement différente ou en cherchant quelque chose sur son bureau. Les activités simultanées sont encore plus fréquentes dans le ménage, surtout lorsqu'il faut également s'occuper des enfants. Comme nous l'avons déjà indiqué, il est rare qu'une mère fasse quoi que ce soit, préparer un repas ou rendre visite à une amie, sans que cette activité ne coïncide avec des soins à donner aux enfants. Ce chevauchement d'activités peut aussi se produire d'un secteur à l'autre, p.ex. une femme s'occupant d'une culture marchande avec un enfant à ses côtés.

Le problème pour déterminer la valeur relative de ces activités est double : évaluer la valeur relative de ces activités l'une par rapport à l'autre (c.à.d. leur importance primaire ou secondaire) et le calcul exact du temps total consacré aux deux. Ainsi, dans une étude, le temps total pour une journée s'éleva à 30 heures pour les femmes — et 27 pour les hommes.

L'évaluation des activités est nécessairement un processus très subjectif. Le transport illustre bien quelques-unes des difficultés concernées. Lorsque l'on voyage avec un enfant, qu'est-ce qui est le plus important, le voyage en tant que tel ou s'occuper de l'enfant ? Ou, si le voyageur est seul et lit un livre en cours de route, qu'est-ce qui est le plus important, le voyage ou la lecture ? Il est clair que cela dépendra en grande mesure de la raison du voyage et de la quantité de temps consacrée à l'autre activité. La logique veut que le voyage, qui dure le plus longtemps, soit considéré d'importance primaire et jugé en conséquence, mais le statisticien se verra obligé de se fier aux évaluations subjectives de la femme elle-même. Le problème se complique lorsqu'il s'agit de jugements moins évidents, p.ex. manger et lire en même temps. Qu'est-ce qui a la priorité ?

La collecte de données sur l'emploi du temps est la seule façon de révéler et d'enregistrer ce genre d'activités simultanées. Des recherches prudentes sur le terrain devraient aider à résoudre les problèmes du calcul de leur importance relative.

Le nouveau système de comptabilité : la souplesse avant tout

Reconnaissant ces difficultés statistiques et autres, l'INSTRAW, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), a mené une enquête pilote en République dominicaine, dans le cadre d'une étude mondiale destinée à saisir toutes les activités productives réalisées par les hommes, les femmes et les enfants dans 100 ménages. Cinq communautés différentes ont été sélectionnées comme échantillons de tous les niveaux de revenus de la société, dans des zones urbaines et rurales traditionnelles, de même que sur une plantation de sucre agro-industrielle.

L'enquête a utilisé les journaux traditionnels avec enregistrement de l'emploi du temps au moyen d'une combinaison d'observations directes et d'une énumération d'activités remémorées au cours

d'interviews personnelles. Dans les zones rurales, l'observation directe était limitée à quatre heures par jour afin de minimiser l'intrusion dans la vie des familles. Chaque technique a permis de vérifier par recoupement l'exactitude et la qualité de l'information fournie par l'autre technique. Par exemple, les observateurs arrivaient à 6 heures ou 6 h 30 du matin, bien avant le lever du soleil, pour déterminer l'heure à laquelle la famille se lève. Ceci constituait la base de l'information concernant le concept du temps qu'avait la famille pour le restant de la journée.

D'autre part, dans les zones urbaines, peut-être en raison de l'espace plus restreint des logements ou du nombre plus élevé d'activités en-dehors du foyer, l'observation directe s'avéra pratiquement impossible. Cependant, les montres et les horloges y étant plus amplement utilisées, les journaux d'emploi du temps et les interviews de rappel des activités en fin de journée produisirent un taux de réponse de 90% ou davantage. Ceci confirme les données obtenues dans les régions rurales du Canada et ailleurs.

Les implications de l'enquête sont claires : les données sur l'emploi du temps peuvent effectivement rendre compte de

nombreuses activités omises auparavant, et les techniques les plus exactes sont celles qui s'adaptent aux caractéristiques spécifiques d'une localité ou d'un pays déterminés. Lorsque l'on essaie d'appliquer des statistiques non classiques à un système traditionnel de valeurs économiques, la souplesse est tout aussi importante que le format.

La détermination des valeurs

L'objectif final de la collecte de données par genres, quelle que soit la façon dont elles aient été compilées, consiste à déterminer la valeur économique ou monétaire de la productivité non marchande, secteur qui tend à être dominé par les femmes. Les statistiques actuelles des gouvernements et le système de comptabilité nationale, en général, ignorent ces activités parce qu'elles sont invisibles ou parce que la valeur économique qui leur est attribuée, est subsumée dans la valeur marchande de la production globale du ménage. Par ailleurs, une grande partie de la valeur du travail non rétribué, notamment dans les services, est omise du système de comptabilité nationale puisqu'on le considère sans importance.

La nouvelle étude de l'INSTRAW indique que ce sont

uniquement les études de l'emploi du temps qui permettront de révéler la véritable dimension et l'importance économique des activités non marchandes. L'établissement d'un système de comptes satellites est nécessaire pour évaluer leur quantité et leur valeur de façon comparable mais séparée du système de comptabilité nationale, lequel est orienté vers le marché. Ceci équivaut fondamentalement à estimer la valeur marchande du travail impliqué, ce qui à son tour exige de mesurer soigneusement le temps utilisé.

Réduit à sa plus simple expression, ce système requiert donc d'estimer le volume de la production ménagère (qualité et nombre de repas préparés, enfants et autres personnes dont il est pris soin, etc.) et de lui attribuer une valeur marchande (ce que l'on paierait pour ces biens et services s'ils étaient fournis par un tiers), tout en déduisant les coûts pour calculer la valeur ajoutée par le travail ménager et, finalement, distribuer cette valeur ajoutée parmi les membres de la famille.

Les méthodes utilisées pour évaluer la production non marchande peuvent être affinées par toute une gamme de procédés, p.ex. déterminer le nombre de vêtements qu'une femme peut coudre et vendre pendant qu'elle s'occupe de ses

enfants tous les jours. L'étude de l'emploi du temps indiquerait la quantité de temps utilisée ; le prix marchand des vêtements hypothétiques serait égal à la valeur de ce temps. Sur la base de ces données de l'emploi du temps il devient donc possible de calculer de façon plus réaliste les dimensions et la force de l'économie locale ou nationale.

Redéfinition du développement pour l'avenir

L'impact de ce progrès statistique peut être énorme. Avant tout, il peut contribuer à une comptabilité exacte, à des fins publiques, de questions qui par le passé étaient strictement privées. Ces fins publiques sont cruciales. Les politiques de développement nationales et internationales visent à accroître la productivité, mais cette augmentation de la productivité ne se reflète pas nécessairement dans une hausse ou une amélioration du niveau de vie.

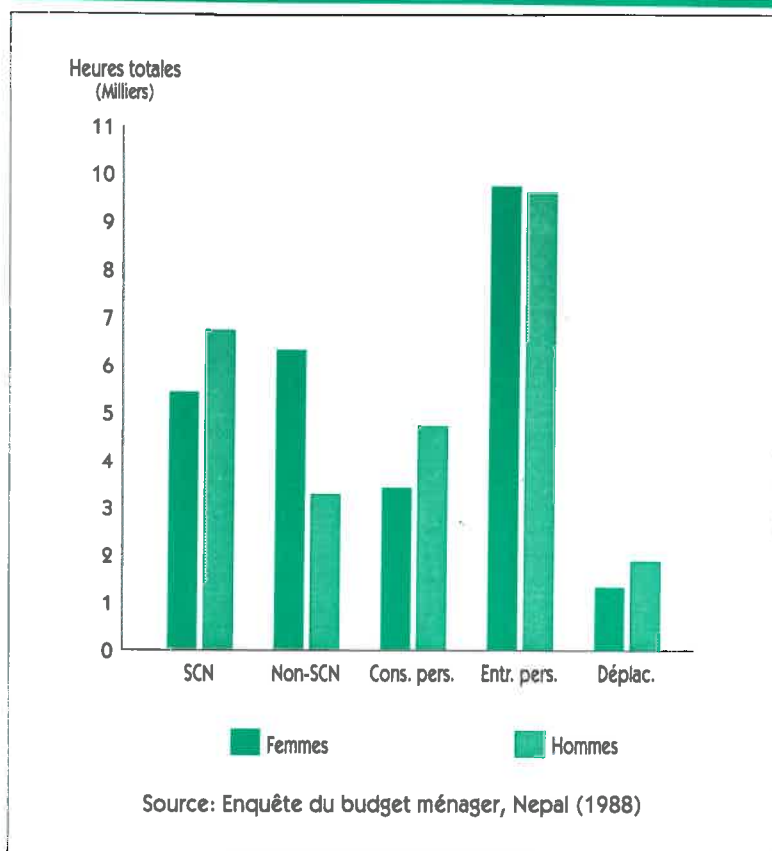
De plus, l'Action 21, dans son plan d'action mondial pour les femmes et le développement durable et équitable, inclut spécifiquement une proposition aux gouvernements nationaux, aux autorités locales, aux employeurs et autres organisations pertinentes, de mettre en oeuvre des "programmes visant à

promouvoir la réduction de la lourde charge de travail des femmes et des fillettes chez elles et hors de la maison, par la création de garderies et de jardins d'enfants moins chers et plus nombreux, de même que la dissémination d'une technologie écologiquement saine conçue, mise au point et améliorée en consultation avec les femmes, et un meilleur accès à de l'eau propre, à des sources efficaces de combustible et à des installations sanitaires adéquates."

Des études préliminaires sur l'emploi du temps au Népal et dans d'autres pays montrent que, malgré la hausse du PIB, le niveau de vie peut se dégrader dans le processus. Ainsi, du fait de la commercialisation accrue des produits agricoles, les membres de la famille tendent à travailler plus longtemps, à se déplacer plus loin, à dépenser davantage à des activités ou des biens de consommation sans importance, et parfois même à manger

L'EMPLOI DU TEMPS AU NÉPAL RURAL

CLASSIFICATION DES ACTIVITÉS PAR L'INSTRAW



moins, dans la mesure où une partie croissante de la production ménagère est envoyée au marché. Dans ce cas, le développement économique n'est qu'une illusion.

L'inclusion de données sur l'emploi du temps et l'établissement d'un système satellite de comptabilité nationale doivent démasquer ces illusions et révéler clairement la véritable dimension et la valeur de l'économie en général et de la production ménagère en particulier. Et

surtout, ils montreront que le fardeau pèse de façon disproportionnée sur les femmes, en commençant par le fait qu'elles travaillent presque toujours plus d'heures. Au Népal, les données de l'emploi du temps indiquent que les femmes travaillent pratiquement autant d'heures rétribuées que les hommes et que dans les activités non marchandes, elles travaillent le double.

Mais, en fin de compte, la contribution de femmes deviendra visible...

D'autres renseignements sociaux et économiques obtenus également devraient aussi exercer un impact considérable sur les futures politiques de développement. Les chiffres devraient confirmer l'évidence : le schéma de l'emploi du temps se modifie en fonction des changements structurels de l'économie nationale. Les recherches révèlent que la répartition du temps entre activités reprises dans le système de comptabilité nationale et celles qui ne le sont pas, est

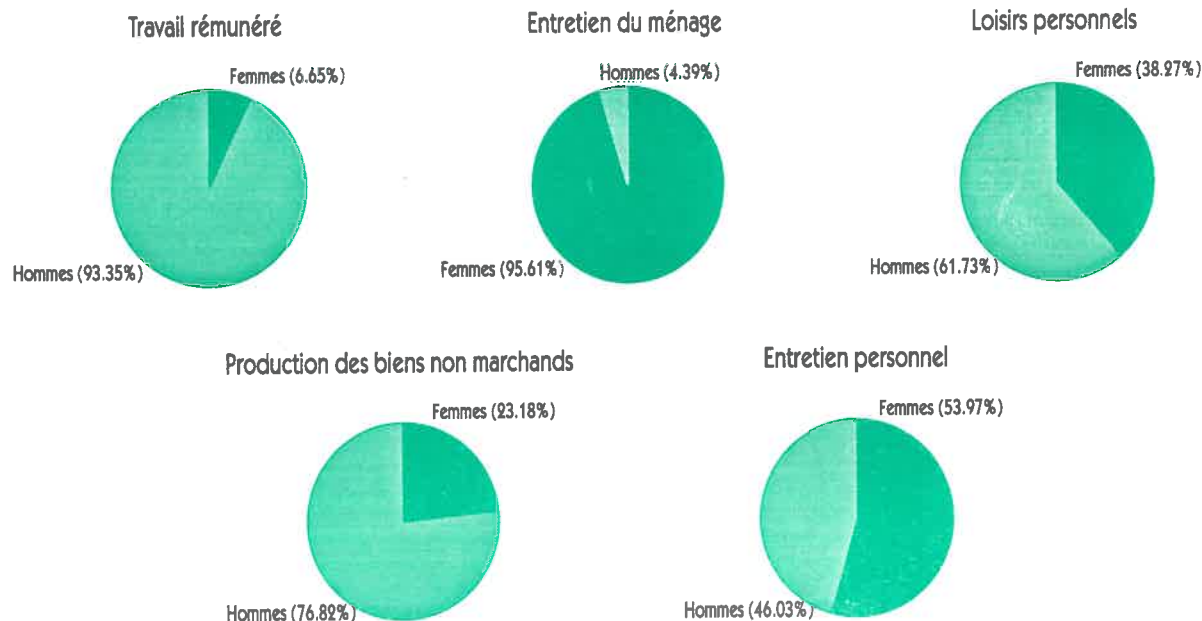
inversement proportionnelle : dans la mesure où plus de temps est consacré aux activités marchandes en-dehors de la maison, il reste moins de temps pour les activités ménagères, et viceversa. Au fur et à mesure que les hommes investissent plus de temps dans le travail industriel ou les cultures de rapport, les femmes doivent passer plus de temps à la maison pour s'occuper de leur famille et des cultures vivrières destinées à leur alimentation. En outre, dans les zones où l'on

commercialise des fruits et légumes, qui par le passé étaient des cultures mineures, les femmes, leurs principales productrices, consacrent davantage de temps à cette activité, au détriment de l'éducation des enfants et autres tâches ménagères. Elles n'ont pratiquement pas de temps libre.

L'effet indirect du changement structurel a été le plus évident sur les taux d'alphabétisation : ceux des hommes augmentent, alors que ceux des femmes et des filles

SCN Relatif à l'emploi du temps de la Tanzanie

D a r E s S a l a a m, 1 9 9 2



Source : Bureau des statistiques de la Tanzanie (1992)

tendent à la baisse. En effet, les fillettes sont retirées de l'école à un très jeune âge pour aider les femmes dans leur charge de travail croissante. Au Népal, la majorité des hommes, 54%, est maintenant alphabétisée, alors que 75% des femmes et des jeunes filles ne le sont toujours pas. En outre, 43%, soit près de la moitié des fillettes de six à neuf ans, ne vont pas à l'école ; ce taux est nettement meilleur pour les garçons du même âge, 14%. Des données plus complètes sur l'emploi du temps devraient permettre aux planificateurs gouvernementaux de rétablir ce déséquilibre. Par exemple, on pourrait adapter les horaires de classe au genre de travail réalisé dans chaque région géographique.

Cette même approche pourrait être appliquée pour améliorer les transports, dans les cas où les données sur l'emploi du temps indiquent un manque de mobilité ou d'accès au marché ou aux services. Une comptabilité plus exacte du temps perdu pour cause de maladie donnerait également une meilleure idée de la situation de santé.

Les possibilités sont pratiquement illimitées. L'étude de l'INSTRAW n'est qu'un début, un cadre pour ce procédé empirique. Plusieurs techniques d'emploi du temps devront être mises à l'épreuve,

affinées et, dans la mesure du possible, standardisées. Si l'on veut trouver une formule statistiquement appropriée pour mesurer et évaluer les données, il faudra réaliser un travail délicat d'adaptation aux conditions locales et nationales. Mais, en fin de compte, la contribution économique des femmes –restée cachée jusqu'à ce moment– deviendra visible, acceptée, évaluée et intégrée aux économies nationales et mondiale. C'est alors que les objectifs à long terme énoncés à Mexico il y a près de deux décennies, se trouveront finalement à notre portée.

L'INSTRAW a une nouvelle Directrice chargée de l'Institut et Chef du groupe de la recherche et la formation

Martha Dueñas-Loza, diplomate de carrière originaire de l'Equateur, est la Directrice chargée de l'INSTRAW et Chef du groupe de la recherche et la formation depuis le 14 juillet 1994. Avant sa nomination, elle avait passé deux ans en Suède comme attachée de recherche en études environnementales et systèmes énergétiques à l'Institut de Technologie de l'Université de Lund. Mme Dueñas-Loza est entrée au service diplomatique de l'Equateur en juin 1964. Elle a occupé des postes à Paris, Oslo, Stockholm et New York, où elle a été conseillère de la Mission permanente de l'Equateur auprès des Nations Unies de juin 1986 à septembre 1991. Ses liens avec les Nations Unies remontent à 1976, lorsqu'elle a représenté l'Equateur à la Conférence Habitat à Vancouver. En sa qualité de conseillère de la Mission permanente, elle a représenté l'Equateur à la Deuxième Commission (économique) de l'Assemblée générale et a participé activement aux négociations de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et au processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED). Elle a également assuré la vice-présidence de la Cinquième réunion des Etats parties à la Convention sur toutes les formes de discrimination contre la femme. Mme Dueñas-Loza a étudié en Equateur, à l'Université de Quito, et en France, à l'Institut pour le développement économique et social (IEDES) et à l'Institut d'administration publique de l'Université de Paris. Mme Dueñas-Loza est mariée et a deux enfants.

Dernières nouvelles

- Les programmes statistiques dans les pays en transition et un projet de "Déclaration sur les statistiques pour le progrès social" figuraient à l'ordre du jour d'une session de la Conférence des statisticiens européens, célébrée au mois de juin avec la participation de l'INSTRAW. La Déclaration souligne le rôle des statistiques sociales dans l'évaluation de l'impact des changements économiques et encourage vivement les pays à inclure les statistiques ventilées par genres dans leurs programmes prioritaires. Suite aux discussions de l'INSTRAW avec des représentants nationaux, des ateliers sous-régionaux sur les statistiques ventilées par genres pourront être préparés pour les pays en transition.

- Au mois de juin, l'INSTRAW a aussi participé à une réunion d'experts à Kampala (Ouganda) sur l'établissement d'une Banque africaine des femmes. Les participants ont discuté du type d'institution qui conviendrait le mieux aux femmes et à leurs besoins financiers, notamment le crédit et les mesures concrètes à prendre pour créer une telle institution.

- Dans le domaine de la recherche, l'INSTRAW analyse actuellement l'impact

économique, social et de genre d'un programme de crédit pour des femmes et des hommes micro-entrepreneurs, programme qui a été couronné de succès en République dominicaine. Cette étude compare toutes les données pertinentes sur les bénéficiaires et leurs familles avant et après l'octroi du crédit. Elle constituera également un test très utile de la méthodologie de l'INSTRAW pour analyser ce type de données. Un rapport complet sera publié et distribué à la Conférence de Beijing.

Le défi de la gestion

de l'eau par les femmes

Dans le domaine du développement économique et social c'est presque devenu un cliché que de dire que les femmes sont les principales utilisatrices et gestionnaires de l'eau aux niveaux de la communauté et du ménage. Cependant, du moins jusqu'il y a peu, les femmes étaient vues également comme les bénéficiaires passives, voire défavorisées, des projets d'approvisionnement en eau, conçus et réalisés par des hommes et des organismes gouvernementaux dominés par les hommes et étrangers aux préoccupations locales. La participation et l'intégration des femmes au développement revendiquées à la Conférence internationale des femmes en 1975, restent des exceptions au niveau des postes clés de la prise des décisions.

La Décennie internationale des Nations Unies pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement,

inaugurée en 1981, n'a eu qu'une efficacité marginale. Les statistiques concernant les maladies d'origine hydrique et le manque d'accès à l'eau propre sont toujours aussi sombres, alors que la croissance de la population, l'urbanisation rapide et la demande accrue d'eau pour l'agriculture et l'industrie ont pris le pas sur tous les efforts nationaux et internationaux. Uniquement pour la génération suivante, on calcule que les besoins en eau augmenteront de 600 pour cent. Il semble donc y avoir peu de doute que la pénurie d'eau sera un problème qui dominera le siècle prochain.

Des outils performants pour la formation

Depuis sa création en 1982, l'INSTRAW a accordé la plus haute priorité aux questions relatives à l'eau. L'INSTRAW et d'autres institutions du système des Nations Unies ont pris conscience du fait que la

réussite des efforts locaux pour améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement dépendait de la participation des femmes dès l'étape de planification des projets. En effet, la plupart de ces projets communautaires couronnés de succès avaient débuté lorsque les femmes s'étaient réunies pour trouver une solution à leurs problèmes d'eau, des solutions fondées sur leurs propres connaissances approfondies de la situation et des expériences locales. Voici donc le point de départ : l'INSTRAW, en collaboration avec le Centre de l'OIT à Turin, a répondu au défi de combler cette terrible brèche institutionnelle et de genre, en préparant une série de modules de formation intégrés dans un coffret multimédias sur les femmes, l'eau et l'assainissement. Ces modules étaient destinés principalement aux fonctionnaires gouvernementaux, aux planificateurs du développement et aux dirigeantes des organisations de femmes. Introduit en 1986, le coffret de formation a été testé dans plusieurs pays en développement et a depuis lors été évalué et révisé périodiquement.

Ces coffrets ont été un succès dès le début, en grande partie grâce à leur contenu qui pouvait

s'adapter facilement à des situations spécifiques et des besoins changeants. Au cours des séminaires de formation, les participants devaient aborder et résoudre des problèmes réels. Au cours de ce processus, les hommes apprennent à comprendre les problèmes auxquels les femmes doivent faire face, alors que celles-ci apprennent à situer ces problèmes dans le processus global du développement.

Les séminaires les plus récents ont eu lieu à Georgetown, au Guyana, du 31 janvier au 4 février 1994, et à Quito, en Equateur, du 27 juin au 1er juillet 1994. Les sessions du séminaire du Guyana ont fait l'objet d'une évaluation approfondie par une équipe indépendante d'étudiants diplômés de l'Université de New York. Le séminaire s'est avéré un succès : la proportion de participants masculins considérant que la participation des femmes était importante pour la réussite des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, s'est élevée de 20% à peine avant le séminaire, à 80% après. L'atelier de Quito était organisé par le point focal de l'INSTRAW en Equateur, en collaboration avec la United States Agency for International Development (USAID) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Le séminaire du Guyana, organisé en coopération avec le programme de développement des femmes Red Thread, une organisation non gouvernementale locale, a été la première session de formation qui ait jamais été organisée pour les femmes dans ce pays.

Les conclusions et recommandations des deux séminaires vont bien au-delà d'un accroissement de la prise de conscience des problèmes de genre. Elles soulignent l'importance cruciale des femmes dans une gestion efficace des ressources hydriques aux échelons national, international et mondial. Tout en continuant à encourager les femmes à gérer les systèmes locaux d'approvisionnement, des mesures plus agressives et plus spécifiques sont recommandées pour assurer leur participation à la planification gouvernementale des projets à grande échelle et à long terme, un processus dont les femmes ont été bannies depuis trop longtemps.

Le développement durable modifie le contexte

Les recommandations du séminaire vont au-delà des simples références aux déclarations et aux stratégies du passé et reflètent les importants

changements d'approche qui se sont opérés dans les questions de genre et du développement depuis la Conférence de Mexico. Ces changements fondamentaux sont l'héritage du Sommet de la terre à Rio en 1992 et le ferme engagement de la communauté internationale à mettre en oeuvre le concept de développement durable, afin d'éviter les éventuels effets nuisibles des programmes économiques et sociaux. Quoique certains critiques prétendent que la Conférence de Rio a marginalisé les questions de genre, l'importance de la femme y a été reconnue pour la première fois de façon spécifique dans un vaste plan d'action pour le développement international, l'Action 21. De même, la façon d'aborder la gestion des ressources naturelles a subi un changement profond, ce qui a affecté à son tour l'attitude envers la participation des femmes.

L'Action 21 considère que l'eau est une ressource renouvelable mais limitée et de plus en plus rare. Avant le Sommet de la terre, la gestion des ressources hydriques était généralement abordée du point de vue de l'offre, c.à.d. la réserve d'eau disponible. Elle est maintenant déterminée par la demande et par les besoins d'utilisateurs souvent concurrents, y compris les

femmes. Les gouvernements ne sont plus considérés comme les principaux fournisseurs des réserves d'eau en provenance des grands barrages ou autres projets de développement, mais comme les coordinateurs et créateurs d'un environnement favorable à la conservation et à la gestion locale de la demande. L'eau n'est plus perçue comme une grande réserve gratuite à la disposition de tout le monde, mais comme un bien dont l'utilisation prudente doit faire l'objet d'encouragements économiques, c.à.d. la durabilité à long terme. Cette durabilité implique également la possibilité pour les usagers d'entretenir eux-mêmes les systèmes d'approvisionnement en eau des points de vue financier, organisationnel et mécanique, ce qui les convertit en gestionnaires de leurs propres systèmes et les gouvernements en agents de facilitation.

Ce changement d'approche exige, en effet, que les gouvernements deviennent des intermédiaires de la gestion de l'eau. D'une part, ils agissent comme représentants nationaux des projets de coopération internationale (p.ex. pour la mise en valeur des bassins des rivières ou les plans d'irrigation transfrontaliers). En même temps, ils sont les coordinateurs nationaux d'un système décentralisé de gestion des

ressources hydriques aux échelons local et provincial. La communication entre les représentants locaux et nationaux est vitale. Il faut se concentrer sur les besoins souvent contradictoires des usagers, avec la concurrence entre les populations urbaine et rurale, entre les agriculteurs de subsistance et les fermiers produisant pour le marché, entre l'industrie et l'agriculture. Etant donné que c'est pratiquement toute l'économie qui est en jeu, une gestion efficace de l'eau exige une approche intégrée, interdisciplinaire, beaucoup plus vaste que l'approche sectorielle. La santé, l'hygiène, l'éducation, y compris l'éducation environnementale et l'aménagement des déchets, doivent être intégrés aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

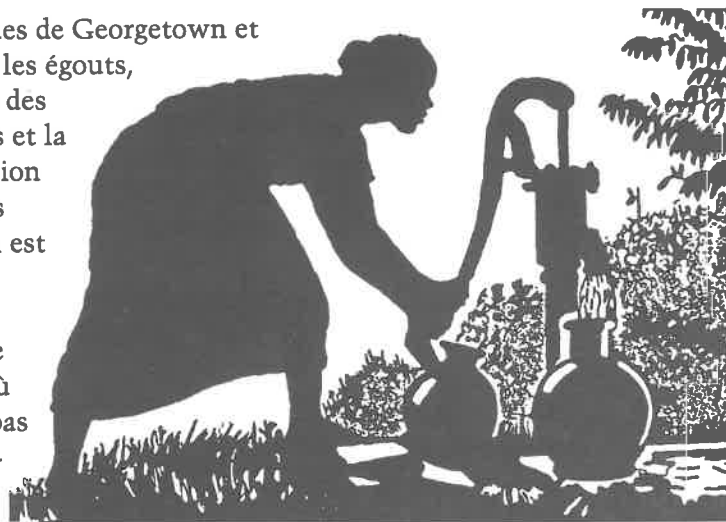
De nouvelles opportunités et de nouveaux dangers pour les femmes

L'accent mis sur l'utilisation durable de l'eau et sur la gestion de la demande plutôt que de l'offre, peut constituer une opportunité sans précédents pour renforcer le pouvoir des femmes, mais il reste de nombreux obstacles à surmonter. Le plus important est le manque d'éducation et de formation et les contraintes

sociales et culturelles qui pèsent sur la participation des femmes à la plupart des organes de prise de décision. Les questions de coût et de technologie continuent à être réglées à l'insu des femmes, et souvent de manière déplorable. Ainsi, le séminaire de formation au Guyana a révélé toute une liste d'erreurs coûteuses, mais évitables, commises dans un grand projet d'aménagement hydrique, qui n'est toujours pas terminé huit ans après son commencement. Les erreurs les plus fréquentes résidaient dans le choix de matériel inapproprié et onéreux par des experts techniques externes pour la construction d'une usine d'épuration d'eau, dans une zone où les femmes auraient pu leur dire que les sources naturelles constituaient depuis toujours leur principale réserve d'eau propre.

L'insistance, certes désirable, sur la durabilité et la conservation a fait surgir encore d'autres problèmes sérieux, tel que le danger d'exagérer l'importance des incitants économiques au détriment de considérations sociales importantes pour les femmes, comme les avantages pour la santé de pouvoir disposer de réserves d'eau propre fiables. Au séminaire du Guyana, les participants ont décrit que les ordures s'amoncelaient dans

certaines rues de Georgetown et bouchaient les égouts, provoquant des inondations et la contamination des réserves d'eau. Ceci est le cas de nombreux quartiers de squatters où il n'existe pas de canalisations et l'eau est



vendue par des marchands à un coût souvent prohibitif pour les pauvres, et les plus pauvres de ces habitants sont en général les femmes, qui ne disposent de pratiquement aucune voie de recours pour obtenir certains services publics.

Les politiques d'établissement des prix, ou la "récupération des coûts" aux niveaux national et local, doivent donc tenir compte des améliorations d'infrastructure pour l'approvisionnement en eau, de la capacité de paiement des usagers, des modalités de crédit et même d'éventuelles subventions pour corriger les inégalités économiques ou sociales.

Les séminaires du Guyana et de l'Equateur ont rappelé spécifiquement que la formation des femmes aux aspects techniques et financiers de la gestion des ressources hydriques

était absolument vitale pour leur participation active à la formulation des politiques.

Par ailleurs, il a fréquemment été fait mention de ce que l'on pourrait appeler la "mythologie de la communauté", la conviction que les décisions de gestion d'eau faites par et pour la communauté profiteront de façon égale à tous les membres de cette communauté. En fait, les hommes et les femmes ont des perceptions et des besoins différents quant à l'utilisation de l'eau dans le ménage. Par conséquent, les résultats des actions communautaires les affectent de façon différente, et généralement inégale. Les participants aux deux séminaires ont demandé des bases de données exactes et ventilées par genres, afin de pouvoir valider ces différences et les intégrer à la formulation des politiques et à l'affectation

des ressources hydriques. Le travail méthodologique et technique de l'INSTRAW en vue de produire des statistiques plus adéquates en fonction du genre, contribuera certainement à la solution de ces problèmes.

L'impact national et international des femmes gestionnaires

Les séminaires du Guyana et de l'Equateur ont mis l'accent sur le besoin d'un dialogue cohérent dans les deux sens, non seulement entre les hommes et les femmes, mais aussi entre les représentants des communautés et des organisations locales, et leurs contreparties nationales et internationales. La gestion quotidienne des ressources peut être locale, mais le financement et la politique économique globale se situent au niveau national, et leurs effets ultimes sont ressentis à l'échelon international dans tous les écosystèmes.

Les connaissances et les compétences des femmes en tant qu'utilisatrices et gestionnaires individuelles de l'eau et d'autres ressources naturelles sont pertinentes à toutes les étapes, d'autant plus que le concept de durabilité est de mieux en mieux compris et mis en oeuvre. Tout comme les femmes sont essentielles pour le

succès des projets locaux, leur expérience est indispensable dans tous les programmes nationaux et internationaux relatifs à l'eau, tels que la formation agricole, les plans d'irrigation, la conservation des eaux et des sols, l'aménagement de la pêche et des terres humides, etc. En outre, les femmes occupant des postes élevés dans le gouvernement peuvent apporter un appui décisif aux projets locaux et aider à coordonner des réseaux d'échange d'idées et d'informations utiles.

Il est accepté universellement que les femmes sont égales aux hommes quant à la capacité et l'intelligence, mais ce principe n'est mis en oeuvre que de façon sporadique. Les femmes ont donc besoin d'éducation et de formation pour traduire ces belles paroles en actions et pour mettre en valeur leurs talents pour le bien-être de leur propre communauté et du monde entier.

Nous avons lu

Prochaines publications de l'INSTRAW 1995

L'INSTRAW est en train de préparer une série passionnante de nouvelles publications en vue de la Conférence mondiale sur les femmes, qui aura lieu du 4 au 15 septembre 1995 en Chine.

- L'Institut publiera très bientôt une étude capitale sur la façon dont le travail non rétribué des femmes peut être rendu visible et être chiffré dans les comptes nationaux

(complémentaires) : *Measuring and Valuing Unpaid Contribution: Accounting through Time-Use*. Cette étude a mis au point une méthode novatrice pour rendre compte de l'emploi du temps, ainsi qu'une nouvelle classification des activités, en activités à inclure dans les "comptes satellites" ou dans d'autres catégories de comptes non-satellites (p.ex. les loisirs).

- Une vue d'ensemble de la question des femmes et des migrations, *Migration of Women: Methodological Issues in the Measurement and Analysis of Internal and International Migration*.

Cette étude fournit une analyse approfondie des parti pris inhérents aux sources existantes de données et des préjugés dus à la façon dont ces données sont recueillies. Ce travail cerne ainsi plusieurs questions concernant les femmes dans la théorie traditionnelle des migrations, théorie qui a, précisément, donné lieu à ces parti pris.

- Plus de 600 millions de femmes sont économiquement actives dans les pays en développement, la majorité comme chefs de micro-entreprises et comme agricultrices indépendantes. Déjà au début des années 80, il était reconnu que le manque de crédit constituait une des principales contraintes entravant le progrès économique des femmes. Cependant, très peu a été fait pour accroître l'accès des femmes aux prêts du secteur financier structuré ou pour identifier les différents éléments des politiques qui leur empêchent cet accès. Conjointement avec l'International Center for

Research on Women (ICRW), l'Institut prépare une monographie - *New Directions in Extending Credit to Women* - qui devrait illustrer l'importance permanente du crédit pour les femmes, examiner les principaux problèmes qui les empêchent d'avoir accès au crédit du secteur structuré et présenter les grandes lignes des changements proposés aux politiques et aux programmes en vue d'améliorer cet accès pour les femmes. Ce travail fera également le point des progrès réalisés dans l'amélioration de l'accès des femmes au crédit et aux services - en provenance de sources alternatives aussi bien que du secteur financier structuré - et indiquera une nouvelle direction à suivre en deux temps : les recherches à effectuer et, ensuite, un plaidoyer pour des réformes politiques et juridiques.

• *Gender Impact Analysis of Credit Projects-Asociacion para el Desarrollo de Microempresas (ADEMI) - A Case Study.* L'INSTRAW a réalisé une étude en vue

d'analyser l'impact du crédit, différencié selon les genres, sur les hommes et les femmes chefs de micro-entreprises qui ont accès au crédit. L'hypothèse de travail de cette recherche était que le revenu des femmes, augmenté grâce au crédit, exerce un impact plus fort sur les enfants et sur le bien-être de la famille et, par conséquent, sur la formation d'un meilleur capital humain pour le développement.

L'étude de cas choisie pour cette évaluation de l'impact traite de l'"Asociación para el Desarrollo de Microempresas" (ADEMI), un programme de crédit officiel pour micro-entrepreneurs en République dominicaine. Depuis 1983, ADEMI octroie avec succès des crédits à des hommes et des femmes micro-entrepreneurs. La rapport à publier inclura un examen des caractéristiques institutionnelles et du programme de crédit d'ADEMI, de même qu'une analyse des données

produites par l'enquête menée auprès des clients d'ADEMI.

• En 1995 il sera également publié une synthèse de la condition des femmes en Hongrie et en Bulgarie, ainsi que de leurs besoins en formation pour faire face aux défis de la transition vers l'économie de marché.

• Le coffret de formation de l'INSTRAW sur *Les femmes, la gestion de l'environnement et le développement durable* sera élaboré en coopération avec l'OIT/Centre de Turin et sera prêt en mars 1995.

Ce coffret est destiné à trois groupes cibles différents: les hauts fonctionnaires des ministères de l'environnement, des ressources naturelles, de la planification et de la condition féminine ; les planificateurs du développement et les autorités provinciales et locales chargées des programmes et projets environnementaux ; les formateurs et les ingénieurs ; et les représentants des organisations non

gouvernementales et des organisations de femmes engagées dans des projets d'environnement.

Le coffret consistera de cinq unités modulaires : les activités des Nations Unies relatives à la mise en oeuvre de l'Action 21; les femmes en tant que gestionnaires de l'environnement; les femmes et la santé de l'environnement ; les femmes, les ressources naturelles et la gestion des déchets, ainsi qu'un résumé d'études de cas et de projets. Chaque unité modulaire contiendra un texte de formation, des transparents, une liste de questions fondamentales pour le travail en groupes, une bibliographie et des lectures supplémentaires.

- Deux prospectus. Le premier est intitulé : "1440 Minutes dans une journée. L'emploi que font les femmes de chacune de ces minutes nous révèle leur contribution cachée à la production." Il a trait à la façon dont on chiffre l'emploi du temps des femmes. Le deuxième prospectus "Que savons-

nous des femmes dans les migrations et de la situation critique des femmes migrantes ?" nous parle du manque de recherche sur ce thème.

ERRATA

Dans l'édition No. 20 d'INSTRAW Nouvelles, page 20, par omission on a cité le nom de l'auteur du papier "Rapprochement à la famille : Genre, développement et équité" comme Valerie M. Moghadam. Le nom propre de l'auteur est **Valentine M. Moghadam**. L'Institut présente ses excuses à Dr. Moghadam pour cet erreur.

Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme

INSTRAW



Le but principal **INSTRAW nouvelles** est de relater le travail accompli par l'Institut afin d'indiquer les tendances de la recherche, de diffuser du matériel de formation et de créer ainsi des réseaux pour la problématique des femmes dans le développement au niveau mondial. La politique éditoriale de l'INSTRAW est de sélectionner des événements, des actualités et des articles directement liés à ses programmes et à ses actions connexes. *INSTRAW Nouvelles* vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées aux dernières nouvelles et activités de l'INSTRAW dans le domaine des femmes et du développement. *INSTRAW Nouvelles*, publié en anglais, en espagnol et en français, circule à 11.500 exemplaires. Veuillez adresser les demandes d'information et changements d'adresse à:

INSTRAW, Boîte postale 21747, Saint-Domingue,
République dominicaine, téléphone (809) 685-2111,

télécopie (809) 685-2117 télex (326) 4280 WAR SD.

Bureau d'appui à New York: Bureau DCI-1106, Nations Unies,
New York, N.Y. 10017, téléphone (212) 963-0834; télécopie (212) 963-2978.

Les articles d'*INSTRAW Nouvelles* peuvent être reproduits à condition de citer leur source.

Les lettres et commentaires des lecteurs et lectrices sont les bienvenus.

L'INSTRAW se réserve le droit d'abrégier des textes en fonction de l'espace disponible.